« A peine élu, Milei enregistre un excédent budgétaire mensuel. 50 ans de déficits pour la France ».

écrit par Monique B | 23 février 2024

L’édito de Charles SANNAT

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Dans cette édition je vous propose une réflexion centrée sur la dette. La dette de notre pays a pour cause un budget déficitaire chaque année depuis l’an de grâce 1974 ! Oui.

Cela fait donc 50 ans en France que nous enchaînons les déficits budgétaires.

Il n’aura fallu à Milei que 2 mois pour faire enregistrer à son pays le premier budget mensuel excédentaire.

Rien n’est encore gagné pour l’Argentine bien évidemment, mais pour redresser la barre, encore faut-il commencer. Simplement commencer.

Tenir un budget est d’une simplicité enfantine.

Il faut simplement dépenser moins que ce que l’on gagne.

Pour l’Argentine, les marchés ne financent plus ce pays depuis bien longtemps. Ils vivent d’aides du FMI et de création monétaire… et subissent une inflation importante correspondant non pas à la hausse des prix mais à la baisse de valeur de leur monnaie.

L’Argentine a enregistré en janvier son premier excédent budgétaire mensuel

« Javier Milei, l’économiste ultralibéral élu président de l’Argentine en novembre, l’avait promis : il mettrait fin au déficit budgétaire chronique qui affecte l’économie du pays. C’était chose faite en janvier. Pour la première fois depuis douze ans, le solde des finances du secteur public est redevenu positif, de 589 millions de dollars. Il s’agit du « premier excédent financier (mensuel) depuis août 2012 », a déclaré le ministère de l’Économie.

Javier Milei n’est officiellement en poste que depuis décembre, mais l’économiste n’a pas tardé à mettre en œuvre son programme libéral, qui vise à juguler l’inflation galopante en Argentine (254 % sur un an en janvier).

Le retour à l’équilibre budgétaire passe notamment par une baisse drastique des dépenses publiques. Du fait de difficultés à obtenir le soutien du Congrès, le nouveau président a pour l’instant dû limiter ses économies à la suppression ou la baisse de dépenses qui relèvent du pouvoir exécutif. Il a par exemple supprimé des subventions versées aux entreprises des secteurs du transport et de l’énergie, ou encore des transferts financiers vers les régions. Selon le Financial Times, ces mesures devraient toutefois conduire à une hausse des prix facturés aux consommateurs dans les mois qui viennent. Ce devrait par exemple être le cas des tickets de bus et de métro dans certaines régions.

L’inflation a atteint 20,6 % en janvier, contre 25,5 % en décembre. « Si l’on prend le chiffre seul, isolé, c’est

horrible. Et c’est vrai, mais il faut regarder où nous étions et quelle était la tendance », a réagi cette semaine Javier Milei. »

Appliquer cette méthode à la France ?

Nous serons obligés à un moment de réduire nos dépenses, et d’ailleurs, c’est à se demander 3ou passent les sommes folles pour ne pas dire totalement délirantes que nous dépensons chaque année.

Je vous invite à regarder l’article de cette édition consacré aux différents budgets de notre pays.

Pour l’éducation et la formation supérieure c’est 100 milliards d’euros chaque année qui sont dépensés alors que le niveau des élèves français s’effondre.

Avec 3 100 milliards d’euros de dettes à la fin de l’année 2024, si le coût moyen de la dette de la France atteint les 3 % cela nous coûtera plus de 90 milliards rien que pour les intérêts. Il est illusoire de penser qu’il est certain que nous retrouverons des taux négatifs. La probabilité est largement aussi forte pour que les banques centrales qui ont réussi à normaliser les taux nominaux ne refassent pas la bêtise de taux directeurs négatifs. Si les taux restent durablement entre 2 et 3 % la dette de l’Etat deviendra un fardeau ingérable.

Un véritable mur de la dette.

Il faudra donc, inévitablement reprendre le contrôle de nos dépenses et cesser de croire comme le disait Hollande président, « ça ne coute rien c’est l’état qui paye ».

Cela en dit plus long sur l’incurie et la démagogie de ceux qui nous dirigent depuis 50 ans que toutes mes démonstrations économiques.

Quand nous aurons touché le fond, dans un temps plus ou

moins indéterminé, alors nous appliquerons une méthode à la Milei.

Nous définirons ce qui est essentiel et ce qui est accessoire. Nous reparlerons de ce qui est de la juste solidarité et de ce qui relève de la mauvaise solidarité.

Ce n’est qu’une question de temps, même si personne n’en connait ni le jour, ni l’heure.

Il est déjà trop tard, mais tout n’est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT